

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À LA MAIRIE DE PAU, VENDREDI 12 OCTOBRE 1984.

12 OCTOBER 1984 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le maire, mesdames et messieurs,

- Est-il une autre ville que Pau pour symboliser ce que je recherche. Capitale historique d'un royaume, d'une esquisse historique avec son caractère, ses usages, les pays qui l'entourent, une langue, une ville qui reste originale dans une province originale parmi d'autres provinces voisines, originales aussi.

- C'est exactement là que l'on peut comprendre les bienfaits de la décentralisation, terme bien lourd, pour signifier l'entreprise à laquelle je m'attache : restituer à chaque pays de France son identité, son authenticité, et donner aux pouvoirs locaux : communes, départements, régions, tous les moyens de ce pouvoir. C'est la première tentative pour le moins depuis 200 ans qui soit allée aussi loin dans ce sens.

- J'entendais les échos de cette querelle historique que Jacobins, Girondins - c'est un peu caricatural - vous le disiez car avant les Jacobins il y eut quand même Colbert et Richelieu, et quelques rois de France qui ont recherché l'unité de la France autour de leur autorité ce qui signifiait "centralisation" et parfois centralisation à outrance.

- Vous êtes donc ce que vous êtes. Un peu à part. Et en même temps, est-il une ville qui offre autant d'exemples de ce que peut représenter, dans sa diversité, l'unité de la France. Les services rendus, les femmes, et les hommes illustres qui ont bâti ce que nous sommes, et donc apporté leur talent, leur volonté et leur travail à la construction commune. Voilà l'heureuse synthèse. Je sais bien qu'on est orgueilleux ici de son passé et qu'on l'évoque à tout moment et pourquoi pas les deux portraits, là, face à face, celui qui est parti du Béarn pour conquérir la couronne qui lui revenait `Henri IV`, mais qu'on lui contestait, qu'on lui a contesté jusqu'au bout, jusqu'à sa mort - et peut être sa mort est-elle due à cela ? - Puis l'autre `Charles XIV de Suède` qui s'illustra sur les champs de bataille de la grandeur française avant d'acquérir une couronne, l'une de celles qui ont su demeurer puisque récemment encore, alors que je me trouvais en Suède, Bernadotte était partout. Je crois même qu'il est vaguement revenu du côté de 1815 pour se demander s'il n'y avait pas une couronne disponible en France ?

- Bref, on a de l'ambition par ici. Non pas que chaque maire de Pau, chaque président du Conseil général des Pyrénées atlantiques, enfin que chaque élu se sente nécessairement un bâton de Maréchal dans sa giberne, ou une couronne dans son portefeuille. Non. Peut-être, cela visite-t-il comme ça les esprits ? En tout -état de cause, Pau est bien défendu.\

J'ai plaisir à saluer ici votre maire, et actuel membre du gouvernement que j'avais constitué en 1981, et qui se trouve là pour assurer la durée de la législature, `ministre chargé des relations avec le Parlement` sous la direction de M. Fabius après celle de M. Mauroy. André Labarrère est resté là, chargé de débattre avec les assemblées - il le faut, c'est nécessaire, c'est la République -, béarnais suffisamment souple, mais ferme quand même. C'est vrai que l'oeuvre accomplie par le premier gouvernement, celui de M. Mauroy, sous ses diverses formes, méritera l'attention de l'historien. Là ont été rassemblées les plus profondes et les plus nombreuses réformes que l'on eût connues depuis longtemps. Je cherchais la référence de la libération 1945, ou de 1936 et du Front populaire. En tout cas, c'est un des grands moments où la France a su aborder carrément, les yeux bien ouverts, les changements nécessaires. Et le gouvernement de Laurent Fabius que j'accompagne de tous mes vœux, et sur lequel je fonde espoir comme beaucoup de Français, parce qu'il faut aborder les temps nouveaux - les grandes réformes accomplies, pas toutes, il en reste, elles seront faites -, en prenant le temps qu'il faut pour aménager tous les espaces que la France doit être en mesure d'occuper.

- Ce n'est pas pour nous que nous travaillons, croyez-le, comment pourrais-je le dire moi-même ? Qu'ai-je à demander ? C'est pour la France et le pays. J'ai pris la responsabilité de ce qui a été accompli par ces gouvernements. Et je l'assume, que dis-je, je la réclame. Il n'y a rien que je ne considère comme l'expression d'une volonté politique dont j'ai été le porteur devant le pays tout entier en 1981, et c'est sur cette voie que je suis engagé, et c'est sur cette voie que je poursuivrai.

- Je vois bien comment réagissent les différentes fractions de la France, et j'en tiens compte. On ne

peut dessiner une théorie du pouvoir et ignorer le paysage qui se déroule à mesure qu'on avance. J'en tiens compte parce que je respecte ceux qui contestent cette politique, je ne suis pas d'accord avec eux, ils ne sont pas d'accord avec moi, mais ils font partie de la France et j'ai en charge la France, donc eux aussi. Et pour rien au monde, je ne voudrais porter tort au meilleur d'eux-mêmes. C'est-à-dire, la façon dont ils prennent part ou participent à la vie nationale. Seulement, la République a ses lois. Je l'ai dit hier, pour commencer ce voyage en Aquitaine : "la majorité a la charge de faire adopter les lois. Le gouvernement a la charge de les appliquer. Le Président de la République a la charge de montrer le chemin. Les uns et les autres doivent autant qu'il est possible agir à l'unisson, c'est ce que nous faisons". Ne nous y trompons pas dans cette distribution des rôles qu'impliquent nos institutions, pas simplement celles-ci, qui sont différentes des précédentes, mais toutes les institutions républicaines donnent au Chef de l'Etat, au Parlement, et au gouvernement, et maintenant aux institutions régionales et locales un rôle distinct. J'ajoute complémentaire.\

C'est pour moi un grand plaisir que de faire ce voyage en Aquitaine. C'est une région que je connais, que je pratique depuis mon enfance, vers laquelle je suis revenu, où je vis, chaque fois que le loisir m'en est donné. Pas tellement loin de chez vous. C'est le choix du coeur, même si mes racines familiales sont du Nord de la région Aquitaine telle que l'a connu l'histoire, sinon l'administration d'aujourd'hui.

- Je salue Pau. Belle ville prestigieuse. Je salue la civilisation qui, autour de la Navarre et du Béarn, a marqué de grands moments de notre histoire. Je salue Pau, ville de France, identifiée à la France au point d'en être souvent l'expression. J'aime être dans votre ville. Je n'ignore encore rien, vous devez le supposer, de ses oppositions internes, de sa situation politique, partagée entre l'amour de ses traditions et sa volonté d'avenir. Ceux qui en ont la charge ici, c'est leur affaire. Me trouvant ici auprès du maire de Pau, je ne peux qu'exprimer le souhait de voir se perpétuer, non pas la présence des hommes, je n'ai pas à trancher cela, quelles que soient mes préférences, et j'en ai, j'ai surtout à examiner, soupeser : est-ce que Pau grandit sans rien délaïsser de ce qui fut la force de son histoire ? Je crois que oui. Je vous en félicite et vous en remercie.

- Mon passage sera bref parmi vous, je dois maintenant gagner un quartier de la ville en profonde modification `l'Ousse des Bois` qui correspond aussi à une pensée qui m'occupe beaucoup ce qu'on appelle "les banlieues", les villes qui n'ont pas trouvé leur âme. Il faut qu'elles la conquèrent envers l'urbanisme, l'architecture, la modernisation, la convivialité, et puis, ce soir, j'irai à Bayonne compléter mon voyage dans votre département. Je me sens heureux et à l'aise parmi vous. Voilà pour moi, une belle et forte journée, là aussi, je dois vous dire : Merci !

- Vive Pau,

- Vive la République,

- Vive la France.\